



Les livres, les revues, etc.

ERRICO MALATESTA
L'ŒUVRE INTÉGRALE
D'UN MILITANT À PLEIN TEMPS

Errico Malatesta, Opere complete, sous la dir. de Davide Turcato. Vol. 3, « Un lavoro lungo e paziente... » Il socialismo anarchico dell'Agitazione 1897-1898. Saggio introduttivo di Roberto Giulianelli. 33+356 p. Index. Vol. 4, « Verso l'anarchia ». Malatesta in America 1899-1900. Saggio introduttivo di Nunzio Pernicone. 33+198 p. ; ill. Milano, Zero in Condotta/Ragusa, La Fiaccola, 2011 et 2012.

L'anarchisme est l'enfant du miracle : il a de multiples pères et mères, et d'autres encore peuvent se joindre à cette procréation collective. Il n'existe pas de « classiques » : tous les fondateurs ont adopté des approches différentes et sont, avant tout, des gens non dogmatiques. Il faut donc se réjouir lorsque l'édition nous offre non plus des thèmes apparemment compréhensifs, mais l'évolution chronologique d'une pensée. C'est ainsi que, prévue en 10 volumes, l'œuvre écrite de Errico Malatesta sera enfin accessible en italien. Cette impressionnante collection d'articles de presse, d'opuscules, de pro-

grammes, de manifestes et de lettres permettra une analyse approfondie de ce personnage influent du mouvement anarchiste international. Sans doute faut-il s'attendre à des surprises; mais surtout, cette publication permettra de cerner un homme qui ose écrire : « Nous croyons vraiment que dans une société libre les hommes doivent pouvoir organiser leurs rapports pour le mieux, tels qu'ils le jugent, à la seule condition de ne pas violer les droits égaux des autres, et qu'il faut par conséquent créer des conditions dans lesquelles, à côté du communisme, il soit possible de créer aussi d'autres systèmes »¹. C'est pourtant un homme qui sait clairement ce qu'il veut, et qui a été l'un des tout premiers à s'engager dans l'anarchisme.

UN PERSONNAGE ESSENTIEL

En effet, selon lui, l'organisation anarchiste italienne a commencé bien avant la formation de l'internationale anti-autoritaire de Saint-Imier². Son activité incessante de propagande, d'organisation, de rencontres personnelles, d'échanges étroits avec les figures les plus importantes de la mouvance, mais

1. T. 3, p. 180.

aussi ses longues années de prison, lui confèrent une autorité morale incontestable. Ses écrits sont diffusés par les Italiens dans le monde entier, traduits en plusieurs langues : au cours de sa formation aux idées anarchistes, Emma Goldman, par exemple, adoptera sa conception insurrectionnaliste dans sa vision personnelle de l'anarchisme. Plus tard, de retour au pays natal, Malatesta sera parfois considéré comme le Lénine italien – ce qui lui fait horreur ! Il sera très étroitement surveillé par la police, et même un Mussolini restera impressionné par cet adversaire.

LA PRÉSENTATION DES OUVRAGES

L'éditeur intellectuel, Davide Turcato, inaugure chaque volume par une introduction spécifique. Celle-ci précise l'ensemble des choix qui ont guidé le travail, et notamment les critères d'attribution à Malatesta de textes parfois publiés sans sa signature, ainsi que les éventuelles modifications qu'ils ont parfois subies dans la présentation. Il a

2. En réponse à un article du même titre paru à Rome, Malatesta répond à son interlocuteur : « Il croit en fait que nous ne nous appelons anarchistes socialistes que depuis 1897 (une erreur de 25 ans dans un mouvement qui a un peu plus de 30 ans d'existence !) », in « La crisi del anarchismo », *La Questione Sociale* (25 nov. 1899), vol. 4 p. 109. Au demeurant, il convient d'attendre la publication de l'ensemble des volumes pour mieux cerner les nuances de cette évolution, comme aussi l'analyse malatestienne de l'Association Internationale des Travailleurs.

3. Il y a d'inévitables retours en arrière et des anticipations sur la suite, par exemple lorsqu'en 1899 un journaliste raconte à ses lecteurs une conversation de jadis avec Malatesta, dans laquelle sont évoqués des souvenirs de celui-ci sur Marx et sur l'Association Internationale des Travailleurs. Vol. 4, p. 7-10.

fallu dépouiller un nombre considérable d'écrits, éviter les répétitions, résumer les positions des auteurs commentés ou critiqués par Malatesta. L'ordre choisi est généralement chronologique, ce qui permettra de mieux suivre à la fois la vie du personnage et l'évolution de ses idées.³

Chaque volume inclut une préface. Celle-ci, rédigée par un spécialiste de l'époque et du pays, articule la période considérée par rapport à l'ensemble de la vie de Malatesta. Elle décrit les moments successifs du mouvement, les activités de Malatesta, les controverses qui marquent les groupes et les positions de celui-ci. Une chronologie détaillée des années étudiées est présentée à la fin du volume : son utilité est incontestable. Un index des écrits, un second index des personnes et des journaux mentionnés dans les textes, viennent en fin de volume, suivis par une page dédiée aux errata.

LE RETOUR EN ITALIE

Le premier tome publié est le 3^e, consacré au retour de Malatesta en Italie, après une vingtaine d'années d'exil. Il a entretemps participé au Congrès socialiste-révolutionnaire de Londres en 1881.

La présentation de l'éditeur rappelle les précautions nécessaires pour la lecture de déclarations attribuées à Malatesta quand il se trouve en prison. L'ouvrage couvre les écrits des années 1897-1898 mais commence par retracer quelques moments essentiels des années précédentes, notamment au sein

du mouvement anarchiste et dans la réflexion de Malatesta. C'est le passage de la politique de l'attentat individuel, préconisé au congrès de Londres en 1881, à une réflexion plus approfondie sur la nécessité de l'adéquation des moyens avec la fin poursuivie. La mise en place d'une organisation destinée à susciter une insurrection nationale débouchant sur la révolution en Italie rencontrera un cuisant échec. En revanche, le développement du courant anarchiste individualiste donnera beaucoup de fil à retordre à Malatesta. Il sera aussi confronté au changement de cap de son camarade Saverio Merlino, qui se convertit au parlementarisme, qu'il présente comme une protection contre l'absolutisme de l'État. Bref, l'ouvrage offre vraiment matière à réflexion sur des thèmes toujours actuels.

MALATESTA AUX ÉTATS-UNIS

Le volume 4 est consacré au séjour aux États-Unis. Celui-ci fut très court : il arrive le 12 août 1899 à Paterson, près de New York et repart pour Londres le 4 avril 1900. Il a auparavant participé au Congrès socialiste révolutionnaire de Londres en 1881, engagé le débat avec les socialistes, et surtout, avec les ouvriers. Il a aussi rayonné dans de nombreux pays, et participé en Égypte à une tentative d'insurrection contre les occupants du pays. Il était ami de Kropotkine et a rencontré la militante états-unienne Emma Goldman quand celle-ci était en visite à Londres, en 1895. Mais elle sera en Europe durant

son séjour en Amérique du Nord et ils ne se reverront donc pas à cette occasion.

Malatesta est déjà une légende quand il arrive aux États-Unis. Une nuée de gens vient l'accueillir au port, et il saisit l'occasion pour les haranguer. Il sera désormais omniprésent dans la région new-yorkaise, visitera aussi d'autres États de l'Union, et se rendra jusqu'à Cuba. Parallèlement, on lui a confié la rédaction d'un journal anarchiste, *La Questione sociale*, publié à Paterson, dans le New Jersey, donc tout près de New York. Ce journal est lu surtout dans la côte est mais il comprend des abonnés jusqu'en Illinois⁴. Sept mois durant, il sera très actif, s'exprimant dans les milieux de l'immigration italienne mais aussi devant des publics francophones et dans des rencontres anarchistes internationales. Prises de paroles, cycles de conférences, débats contradictoires et discours se succèdent presque sans interruption.

La présentation de ce volume détaille bien les courants qui traversent les milieux italiens ; c'est particulièrement appréciable dans le cas des États-Unis, car il s'agit d'une minorité souvent dénigrée. On peut sans doute regretter qu'il n'y ait pas eu de regard plus large sur les collectifs anarchistes des autres groupes linguistiques. Par exemple, les anarchistes francophones ont tenu un congrès national deux ans

4. Voir *La Questione sociale* (20 oct. 1898) 83, liste des souscriptions.

avant son arrivée : c'est un détail d'autant plus important que les échanges personnels et collectifs entre les groupes de langues latines sont très fréquents à cette époque.

Dans ces textes, Malatesta aborde une grande variété de sujets, réagissant à la propagande socialiste, à l'électorisme, aux informations que lui donne la presse américaine, mais sa principale préoccupation est de convaincre ses auditeurs de la nécessité de s'organiser. En effet, il est confronté aux positions anti organisationnelles de son prédécesseur à la rédaction du journal, Giuseppe Ciancabilla. Celui-ci s'oppose à l'idée d'un anarchisme prenant la forme d'un parti, fût-il antiparlementaire, et il propose en revanche la constitution de réseaux variables en fonction des objectifs. La controverse entre ces deux meneurs de l'opinion occupera une large part dans les publications et empoisonnera les rapports au sein du mouvement. Plus tard, au congrès international d'Amsterdam, la position organisationnelle de Malatesta recevra plus de voix que celle soutenue, entre autres, par Emma Goldman. Pour celle-ci, en effet, la prise de conscience individuelle est plus importante que les questions d'organisation.

LA PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE DE MALATESTA

Une lecture contemporaine pourrait induire à penser que Malatesta pêche par

excès d'optimisme quand il semble voir dans chaque moment d'émancipation une étape vers la société anarchiste. On serait tenter de l'accuser d'adopter une conception stratégique ou même téléologique de l'histoire. Il n'en est rien.

La manière de pensée anarchiste de Malatesta échappe à la phraséologie de la modernité que l'on trouve aussi bien chez un socialiste comme Robert Owen que chez les libéraux. Ceux-ci raisonnent en termes abstraits et universels, avec de grands mots vides et dogmatiques, comme « Citoyen, » « Liberté, » « Droits de l'homme, » etc. Ce sont de beaux roulements de tambour, ils mobilisent l'attention, mais il ne reste rien jusqu'à la prochaine fanfare. Malatesta n'a que faire de cette rhétorique : il ne s'intéresse qu'aux libertés concrètes, et chaque fois qu'une liberté partielle est conquise, fût-ce pour la réduction de la journée de travail, elle lui apparaît comme un moment potentiel d'émancipation anarchiste.⁵ Ce sens du concret de Malatesta l'amène à proposer aux partis italiens de s'allier pour supprimer la monarchie, proposition toute rhétorique, sans doute, car il pense bien qu'ils ne sont pas sérieusement décidés à aller jusqu'à susciter une révolution ; il dialogue ainsi souvent avec les socialistes, pour leur montrer l'inanité de leurs promesses. Il mise sur les milliers de luttes intestines, de facteurs naturels et humains, sur l'infinité de conditions matérielles, de degrés de développement moral et intellectuel et sur les progrès qu'il perçoit dans la

5. « Verso l'anarchia », *La Questione Sociale*, 9 déc. 1899.

condition ouvrière de son temps. Il insiste sur les limites de la propagande, sur la nécessité d'aider chaque fraction du peuple à saisir toutes les libertés sans cesser de réclamer jusqu'à son émancipation totale. Seul ce type de pensée concrète, insérée dans le vécu, permet de sortir des structures figées de la pensée commune, du jargon habituel de la démocratie, du sens commun ou de l'anarchisme. Inventer au jour le jour, avec chaque vécu, c'est peut-être la seule manière de trouver la formule qui donne la structure de la question et de la réponse pour ce jour-là.

L'ampleur de l'ouvrage ne permettait pas de développer plus largement les arguments des adversaires de Malatesta, ce qui aurait permis de mieux juger de la validité de ses réponses. Il n'était pas non plus possible de présenter de manière plus complète les contextes sociaux immédiats de chaque période. Par ailleurs, un regard sur les rapports des consuls d'Italie aux États-Unis donne l'impression que ces diplomates, comme leurs collègues français, passent tout leur temps à espionner

leurs compatriotes. Par exemple, celui de New York informe en 1900 les autorités italiennes que Bresci, qui vient de rentrer en Italie, est un lecteur de Malatesta et de Ciancabilla.⁶

On peut souhaiter que cette collection stimulera de nouvelles études, qui compléteront celles déjà existantes. On rêve aussi de voir ce magnifique travail parachevé par un glossaire des divers personnages mentionnés dans l'ensemble des ouvrages, et aussi d'un index thématique. L'initiative prise par Davide Turcato et les deux éditeurs est à la fois érudite et très courageuse ; elle mérite d'être largement soutenue. À l'heure où tant d'intellectuels doivent multiplier les génuflexions pour obtenir la publication de l'un ou l'autre de leurs écrits, il est réconfortant que les anarchistes, avec les moyens du bord, entreprennent généreusement et poursuivent inlassablement des publications d'une qualité telle que plus d'un éditeur commercial pourrait les envier.

Ronald Creagh

6. *New York World* (1er août 1900), p. 6, col. 3-4.

**Les États partenaires
du capitalisme sécuritaire**

Stephen Graham, *Villes sous contrôle, la militarisation de l'espace urbain*, trad. de l'anglais par Rémi Toulouse, Paris, La Découverte, 2012, 253 p.

Stephen Graham aborde la militarisation de nos quotidiens et analyse les géographies sécuritaires des États-Unis en Irak, d'Israël en Palestine, des États occidentaux dans les grandes métropoles de leur propre pays : La Nouvelle-Orléans, Londres, New York, etc. Il décrit un marché sécuritaire florissant, qui associe sociétés

privées et administrations étatiques pour la recherche et la production.

Si les frontières nationales et supranationales existent toujours, ce sont les villes, aujourd'hui, qui sont des espaces-clés : dans les pays riches comme dans les pays en développement, elles sont dépendantes des systèmes infrastructurels, logistiques et informationnels. Insurgés et terroristes sont susceptibles de détruire les infrastructures indispensables au capitalisme mondial et urbanisé. Les États-nations préfèrent paralyser les populations ennemies qu'affronter directement leur armée. La terreur d'État s'exerce désormais via l'asphyxie des centres vitaux.

La guerre urbaine, coloniale ou anti-insurrectionnelle est légitimée par la stigmatisation d'un ennemi non organisé et « antimoderne ». L'appareillage discursif convoque des stratégies anciennes - créer la peur, désigner un ennemi, il brouille les lignes entre fiction et réalité et s'associe pour cela à la technologie - des jeux vidéo contribuent au recrutement militaire, des applications militaires se manipulent comme des jeux vidéo. Lors de conflits, la perception des militaires en action et celle des téléspectateurs est altérée. Autant de méthodes qui estompent la conscience des actes perpétrés et édulcorent la violence. La technologie crée ce que l'appareillage discursif a dit de l'ennemi : la décomposition sociale, la désorganisation des quartiers urbains paupérisés, la démodernisation des villes d'Irak ou de Palestine.

Les guerres des États peuvent être encadrées par le droit international et leur

visibilité les rend contestables par les populations. A l'inverse, l'État de guerre permanent, sous couvert de lutte contre le terrorisme, s'infiltré subrepticement dans nos vies, à des degrés divers, et ne s'expose à aucune régulation, ni politique, ni juridique : l'interaction entre les technologies militaires et civiles s'intensifie, les objectifs d'entraînement militaire et de contrôle urbain se superposent, et ce sont eux qui définissent la normalité de nos circulations dans l'espace urbain. Graham montre comment le brouillage des « binarismes traditionnels de la guerre et de la paix, du local et du global, de la sphère civile et de la sphère militaire, de l'intérieur et de l'extérieur des États-nations » (p. 242) permet d'instaurer non seulement une guerre sans fin, mais aussi une « forme molle de fascisme » (p. 248) : « violence d'État racialisée, législation autoritaire », suspension à durée indéterminée des normes légales et juridiques.

En 1972, M. T. Klare mettait en lumière les desseins de guerre sans fin des États-Unis (*War without end: American planning for the next Vietnams*, New York, Vintage Books). Quatre décennies plus tard, l'analyse de Graham lui donne raison : il n'est pas prévu de fin pour ces guerres asymétriques, car elles s'inscrivent dans le « capitalisme du désastre » décrit par Naomi Klein (*La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*, Arles, Actes Sud, 2008). Leur objectif n'est pas la victoire, mais la création de besoins sécuritaires pour mieux y répondre.

Annemarie Dinvaux

Nathan Jun, *Anarchism and Political Modernity, Continuum, Contemporary Anarchist Studies*, 2012. 272 p.

Un abîme sépare la pensée anarchiste de la culture environnante. Quelle est la nature de ce clivage ? Selon Nathan Jun, la tournure d'esprit de notre époque est l'héritière du siècle des Lumières ; elle a pour nom « la modernité ». Et c'est dans un domaine très précis, celui de la modernité politique, qu'il repère l'opposition : l'anarchisme est postmoderne, et il l'a toujours été.

Pour mieux exposer la position de l'auteur, je commencerai par rappeler que la pensée anarchiste est aujourd'hui en position flottante. Elle est devenue un point de référence pour un nombre croissant de militants de par le monde ; mais ces mêmes activistes redoutent un des ses accomplissements essentiels, l'abolition de l'État. Ils se disent libertaires, à la rigueur, mais surtout pas anarchistes. Ils refusent d'imaginer un peuple sans référence ultime, sans arbitre suprême. Ce monde imaginaire de l'anarchie est anticipé comme une terre de fantastiques sauvageries, commises assurément par les gens les plus forts et les mieux armés. Autant sauter dans le vide, susciter l'explosion de toute vie sociale, mettre fin à la cohabitation humaine. Ils supposent que cette barbarie a existé dans le passé, et ils la redécouvrent à chaque fois que les médias décrivent quelque catastrophe, laquelle est censée perdurer jusqu'à l'arrivée miraculeuse des forces de l'ordre. Les plus attentifs des militants hurlent déjà au sujet de la disparition de

l'État providentiel, de l'État si maternel, n'est-ce pas ? Bref, leur cœur généreux mais leur esprit inquiet doivent se reposer sur un axiome sécuritaire. L'état d'anarchie serait la fin de leur sérénité. En somme, leur recours à l'État est une sorte de mécanisme de défense. Comme l'écrit David Mitrany, cité par Jun, « la plupart des philosophes politiques des générations passées ont eu ce que les psychanalystes pourraient appeler une 'fixation sur l'État' » (p. 11). Autrement dit, un attachement forcené à une représentation inconsciente qui les rassure.

Cette pression sociale a aussi des effets sur le mouvement libertaire : elle l'a parfois figé dans la seule lutte anti-étatique. Un très grand nombre d'auteurs du xx^e siècle ont défini l'anarchisme par cet unique objectif. L'intérêt du présent ouvrage est de rappeler, même s'il ne le dit pas, que le mouvement anarchiste s'est d'abord appelé « antiautoritaire ». C'est contre toutes les autorités contraignantes qu'en effet il se situe. Est-il, pour autant, en rupture avec « le sens commun » ? Oui, on l'a vu sur bien des questions, comme dans les luttes contre le système patriarcal, la contraception et bien d'autres domaines. Qu'en est-il dans le domaine de la modernité politique ?

Ce n'est pas un sujet réservé aux spécialistes. Le propos est clair, les termes savants mais compréhensibles, les citations fort belles, et la démonstration se déroule comme une excitante partie de billard. Jun, qui dans un autre écrit a rappelé l'intérêt pour la philosophie des cercles ouvriers anarchistes aux États-Unis, évite avec élégance les formules tape-à-l'œil et

obscur. La difficulté pour le tout venant vient plutôt de ce qu'il est entraîné loin de ses lieux et de ses repères familiers.

L'auteur nous rappelle d'abord la manière de penser des philosophes politiques de jadis. Pour Aristote et ses successeurs, il existe un ordre naturel, qui explique le monde. Nul besoin de recourir à des causes imaginaires, transcendantes ; on peut repérer ces forces dans la nature : chaque être tend vers un bien, qui est sa fin. L'homme est naturellement sociable, son bien est donc de vivre dans la cité. Et d'être gouverné.

Il y a donc une téléologie de la *Polis*. La politique n'est pas empirique, elle ne s'interroge pas sur la légitimité d'un gouvernement ou sur les pouvoirs, elle fait partie de l'éthique sociale, le bien est sa finalité et le philosophe cherche donc les qualités de l'homme d'État idéal.

La modernité a introduit en politique une tout autre vision des choses, selon Jun. L'ordre naturel existe, mais elle constate qu'il est rompu. L'homme naît libre, dit Rousseau, et pourtant il est partout enchaîné. Qui a mis ces chaînes ? Les libéraux dénoncent l'État. Les socialistes, eux, se demandent pourquoi les sociétés humaines se soumettent à des pouvoirs économiques injustes, qui créent des inégalités. Le monde n'est donc pas ce qu'il devrait être. Il existe un divorce entre le sujet social, dont la nature est déjà constituée, définie, indépendante (qu'il s'agisse de « l'individu » ou du « peuple ») et le pouvoir qui agit sur lui.

La politique moderne va masquer cet abîme par des concepts universels : les droits, la liberté, l'égalité, le contrat social,

le droit naturel de propriété, le matérialisme historique, etc. Tout ce qui est multiple est remplacé par l'un, tout ce qui est singulier, particulier, est escamoté dans des affirmations générales : le concept d'humanité esquivé celui d'individu ; le concept d'État représente la volonté collective « du peuple », comme si l'État n'avait pas sa logique et ses intérêts propres, qui le poussent à maintenir ses avantages exclusifs. On applique la généralisation à tous les autres concepts : le prolétariat représente les forces coopératives du travail ; le pouvoir est une *arkhê*, une force qui se coagule dans un centre unitaire à partir duquel elle rayonne tout autour et se soumet tout, etc. Il me vient à l'esprit la définition que Marx donne de la modernité politique : « L'abstraction de l'État politique comme tel n'appartient qu'aux Temps modernes, parce que l'abstraction de la vie privée n'appartient qu'aux Temps modernes... Au Moyen Âge, la vie du peuple et la vie de l'État sont identiques : l'homme est le principe réel de l'État... les Temps modernes sont le dualisme abstrait, l'opposition abstraite réfléchie » (Marx, *Critique de la philosophie de l'État de Hegel*).

Les concepts universels de la modernité politique renvoient à la question de la représentation, c'est-à-dire à cette opération mentale qui consiste à réduire à une pensée totalisante et homogène ce qui est la multiplicité complexe des différences. On se croit rassuré, dans la description, puisqu'on s'appuie sur « les faits » : pour être « un arbre » il faut avoir les caractéristiques x, y et z. Mais ces faits sont des qualités abstraites de ce qui

constitue « un arbre ». Et la description choisit dans le réel certains traits plutôt que d'autres. Elle n'est donc jamais neutre et inoffensive. Elle va conditionner notre raisonnement et nos buts. *La modernité politique*, écrit Jun, est constituée par des théories et des pratiques représentationnelles qui s'appuient sur des concepts universels, transcendants, conçus comme des solutions de problèmes politiques. Même un regard rapide sur l'histoire occidentale depuis le XVII^e siècle au moins correspond à cette définition. Elle s'exprime à chaque élection, révolution, guerre, mouvement social, y compris aujourd'hui (p 105).

Si la modernité politique s'appuie sur l'abstraction, qu'en est-il de la postmodernité ? Contrairement aux auteurs qui voient dans l'anarchisme un enfant des Lumières, ou encore un croisement de la pensée libérale et du courant socialiste, Jun estime que les anarchistes n'ont justement jamais été modernes. Il n'y a pas de canon anarchiste, et ce qu'on appelle « l'anarchisme classique » est un mythe : malgré leur énorme influence, Proudhon, Bakounine et Kropotkine, en dépit de leur considérable affinité philosophique, sont loin d'avoir une vision homogène et encore moins exhaustive de la pensée anarchiste (p. 111). L'anarchisme est avant tout une conception du bien, une *axiologie*. Il ne prescrit rien, ne recommande rien, il n'est pas normatif : il pose seulement un jugement de valeur : toute forme d'autorité fermée, coercitive, est immorale.

Cette affirmation pourrait être restrictive, mais Jun rappelle que sur le plan positif, les anarchistes ne défendent pas

seulement une liberté purement abstraite ni même permissive, mais une liberté constructive, dotée de *moyens concrets*, une liberté pour s'émanciper, c'est-à-dire pour développer sans cesse de nouvelles potentialités, une vraie liberté qui ne peut exister sans l'égalité (ce serait alors du despotisme).

Ainsi les anarchistes seraient-ils les premiers penseurs de la postmodernité, au sens d'être *en dehors* ou *au-delà* de la modernité. On peut juger le mot « post » mal choisi, car il implique la temporalité, un moment *postérieur*. En un sens, on pourrait préférer le qualificatif que donna naguère Nico Berti : l'anarchisme est post-machiavélien. On peut aussi penser que le qualificatif de postmoderne ne correspond pas à ce qu'on entend d'ordinaire par le terme, comme Jun d'ailleurs le reconnaît (pp. 155-156). Des philosophes comme Foucault, Deleuze ou Derrida ne se reconnaissent pas non plus sous ce drapeau.

Si les premiers penseurs de la postmodernité sont les anarchistes – mais ce n'est pas le cas de tous – ils ont complètement échoué à changer de façon substantielle la politique moderne. C'est pourquoi nous ne sommes toujours pas dans la postmodernité, mais dans la modernité. Reprenant la phrase célèbre de Bruno Latour, Jun déclare : « Nous n'avons jamais été postmodernes ».

S'il est vrai que cette volonté de miner les fondements de la modernité n'aurait pas abouti, il n'en reste pas moins qu'il existe un fil conducteur de Proudhon et des anarchistes jusqu'aux approches philosophiques où l'anarchisme est sous-

jacent, comme c'est le cas avec Foucault, Derrida ou Deleuze. Pour notre auteur, il s'agit bien d'un postmodernisme au sens où on le comprendrait comme profondément pluraliste et non hiérarchique, sans téléologie définie. Reprenant ainsi en partie la définition de Lewis Call (p. 157), l'auteur défend ce point de vue au sujet de l'approche généalogique de Foucault, de l'analyse déconstructive de Derrida et de la schizoanalyse de Deleuze. Ainsi, la postmodernité politique, au sens de Jun, est coextensive à l'anarchie : c'est « une éternelle révolution contre la représentation, un éternel processus de création et de transformation, une pratique éternelle de liberté. L'anarchie est à la fois le but de la postmodernité politique et le réseau infini de possibles que nous recherchons dans notre voyage » (p.185).

Ces dernières analyses intéresseront particulièrement les philosophes : les rapprochements entre le trio de philosophes français et les idées anarchistes avaient déjà été entrepris par Daniel Colson¹, d'ailleurs cité par l'auteur. La critique de la représentation a aussi déjà été longuement élaborée par Jesse Cohn² également mentionné. D'autres récuseront sans doute la position de Jun sur le rapport de l'anarchisme avec les Lumières.

Si le travail se situe dans la ligne actuelle de certaines discussions universitaires, il permet au militant de comprendre où se situe la rupture entre son approche et celle du sens commun. Il peut s'interroger sur les influences qu'il subit de la société : le risque de ne voir qu'une unique domination, celle de l'État ; l'autre, de s'en tenir à des concepts

généraux, qui introduisent à des affirmations quasi dogmatiques, au lieu d'examiner la situation concrète à partir du lieu où l'on se trouve.

Sur le plan politique, le décalage du discours libertaire par rapport à l'attente des gens est dramatique. Mais on ne peut en dire autant de tous les aspects de la modernité. Ainsi, dans le domaine de la peinture, les anarchistes ont communiqué avec les impressionnistes ; l'un d'entre eux, Élisée Reclus, comptait sur leur participation pour décorer le globe terrestre qu'il projetait pour l'exposition universelle de 1900 à Paris. A New York, le « Groupe des Huit » a suscité un choc dans les milieux de la peinture, sous le regard ravi des anarchistes. En revanche, comme on le voit par la lutte à mort qui existe entre le mouvement et l'État, ce rapport à la représentation a des enjeux importants qui posent une autre question, celle des rapports de force. Ce domaine reste à explorer.

On ne peut clore ce débat intéressant sans soulever quelques points. C'est un anachronisme d'écrire (p. VII) que les gens de la Commune de Paris étaient anarchistes ; il suffit d'ailleurs de lire ce qu'en écrit Bakounine ou Élisée Reclus pour voir que c'était loin d'être le cas. De même, quoi qu'en pensent les libertariens, les individualistes du XIX^e siècle aux États-Unis n'étaient assurément pas des libéraux au sens où on l'entend

1. Voir aussi *L'anarchisme aujourd'hui* de Vivien Garcia, L'Harmattan, 2007, préface de Daniel Colson.

2. Jesse Cohn, *Anarchism and the Crisis of Representation : Hermeneutics, Aesthetics, Politics*, Susquehanna University Press, 2006. 326 p.

aujourd'hui. Tucker (p. 132) admettait la distinction proudhonienne entre le droit d'usage et le droit de propriété ; il défendait aussi l'action syndicale. Enfin, malgré les affirmations de l'intéressé, il est difficile de croire que Jean-Paul Sartre ait eu une philosophie anarchiste. Mais ces

critiques ne touchent vraiment que des points mineurs. On peut imaginer que l'ouvrage suscitera de nouveaux débats sur les thèses soutenues. Peut-on souhaiter meilleur compliment ?

Ronald Creagh

Léon Tolstoï,
L'esclavage moderne,
trad. du russe par Adrien Souberbielle,
Vierzon, Le pas de côté,
2012, 112 p.

Tolstoï publie en 1900 ce petit texte étonnant de lucidité, qui range du même côté de l'oppression le capitalisme et le socialisme marxiste. Constatant la dureté inhumaine des conditions de travail du peuple et l'incohérence des classes privilégiées qui, tout en affichant de grands sentiments humanitaires et réformistes, ne sont prêtes à lâcher aucune parcelle de leur confort, il entreprend de rechercher les causes et les moyens de remédier à la révoltante exploitation des travailleurs, qui n'a que des différences très superficielles avec le servage ou l'esclavage négrier. Il dénonce d'abord les raisons scientifiques qui ont pris le relais des raisons théologiques pour justifier l'état de fait et permettre aux privilégiés de jouir sans mauvaise conscience de leur brigandage. On invoque maintenant les « lois nécessaires qui régissent l'enchaînement des faits économiques » ; et certains, voulant utiliser cette même science contre le capitalisme, expliquent que tout aussi

inéluçtablement les ouvriers vont bientôt s'emparer des moyens de production, ce qui suffira pour que toute leur misère disparaisse. Contre ceux-là, Tolstoï défend que ni la socialisation des moyens de production ni l'amélioration des conditions de travail ne rendront aux ouvriers la vie libre, saine et variée qu'ils menaient lorsqu'ils cultivaient les champs pour eux-mêmes ou exerçaient un artisanat en toute indépendance. Les recherches de Marx ont avec raison démontré que l'exode rural avait été provoqué par la confiscation des terres, mais les marxistes ont tort de n'y chercher aucun remède, du fait qu'ils s'accommodent très bien de l'industrialisation, de la concentration urbaine et du productivisme. En quoi la socialisation empêchera-t-elle le travail dans les usines d'être pénible et monotone ? Comment imagine-t-on produire pour le peuple entier les mêmes objets inutiles, voire nuisibles, qu'on produit maintenant pour quelques-uns ? Et puisqu'on conservera l'extrême spécialisation des tâches, comment peut-on prétendre que certains accepteront sans contrainte les plus pénibles d'entre elles ?

Contre ces contradictions du discours socialiste révolutionnaire, Tolstoï

propose une analyse des causes de l'esclavage actuel en trois temps : la concentration des terres par de multiples spoliations, l'écrasement des petits propriétaires sous les impôts, les habitudes de luxe qui se sont répandues mêmes chez les ouvriers des pays industrialisés et les empêchent de se libérer du salariat. Or, cette situation a été favorisée par des lois, qui seraient soi-disant issues du consentement général et en vue du bien-être de tous. À l'encontre de cette légitimation hypocrite, on constate au contraire que la propriété individuelle de la terre ne garantit en rien que ses fruits aillent à ceux qui la travaillent ; que les impôts servent en majeure partie à ceux qui les prélèvent, et sont décidés par un parlement qui n'exprime en rien la volonté du peuple ; que la loi protège la propriété par les uns des objets produits par les autres, sous la contrainte et l'usurpation. Toutes les propositions de réforme partielle des lois ne feront que modifier la forme de l'esclavage, et celui-ci existera aussi longtemps que des hommes s'arrogeront le droit de faire des lois à leur avantage « en usant de la violence organisée », c'est-à-dire de l'armée, la police, la prison. La conclusion s'impose : il faut détruire tous les gouvernements.

Comment faire ? D'abord en se libérant des fausses craintes concernant les besoins sociaux et la sécurité. Toutes les œuvres d'utilité sociale se feront aussi bien, et même mieux, par les hommes librement associés ; on n'aura plus besoin de la protection de la police quand auront disparu les énormes inégalités de

propriétés ; on retrouvera « la notion innée du véritable droit de propriété » qui commande de ne pas prendre à autrui ce qui est nécessaire à sa subsistance. Ensuite il faut affaiblir ce qui fait la force des gouvernements : refuser de servir l'armée, refuser de payer les impôts et de collaborer en quoi que ce soit avec l'État, dénoncer partout la tromperie des gouvernements qui prétendent remédier à tous les maux alors qu'ils en sont les principales causes. Puisque aucune solution ne peut venir de l'usage de la violence contre une autre violence, il faut accepter que l'évolution viendra progressivement, à mesure que des individus renonceront à tout ce qui alimente le maintien de la violence, c'est-à-dire à tous les profits dont ils jouissent de la part de l'État ou de l'exploitation du travail des autres. Et même si l'on doute de pouvoir atteindre un résultat global dans un avenir plus ou moins proche, la cohérence entre les convictions et les actions doit nous convaincre à décider immédiatement d'orienter nos propres vies dans le sens qui nous paraît juste. Il n'y a pas d'autre solution, dit Tolstoï, si ce que l'on veut c'est affranchir l'humanité.

La clarté argumentative, la cohérence et la tranquille évidence de la conclusion font de ce texte un appel, convaincant et toujours actuel, à l'action directe contre toutes les formes de soutien à l'oppression – et si ce n'est pas suffisant, c'est du moins un commencement indispensable. Un petit bijou d'incitation à l'anarchie, à mettre d'urgence entre toutes les mains.

Annick Stevens

David Dufresne,
Tarnac, magasin général,
Paris, Calmann-Lévy, 2012, 488 p.

Qu'est-ce que le terrorisme ? Où commence-t-il ? Où s'arrête-t-il ? Où commence son instrumentalisation ? Qu'est-ce qu'un coupable ? Comment en fabrique-t-on ? Telles sont les questions centrales qui innervent le livre de David Dufresne – auteur de *Maintien de l'ordre : l'enquête* publié en 2007 – qui se révèle être une passionnante enquête au cœur du pouvoir d'État.

Passionnant n'est pas le moindre des adjectifs pour qualifier cet ouvrage, extrêmement bien documenté, fait de multiples entretiens avec l'ensemble des protagonistes de cette affaire – les suspects de sabotage de lignes TGV en novembre 2008 comme les policiers, juges, procureurs et autres représentants de l'ordre social – et de décryptages des procès-verbaux recueillis durant les trois années de travail nécessaires à la rédaction de ce livre.

Le résultat est à la hauteur des investigations menées par ce journaliste indépendant qui, « digne de ce nom, ne confond pas son rôle avec celui du policier », n'hésite pas à mettre en avant une éthique, quand bien même, au cours de son travail d'enquêteur, les doutes et interrogations l'assaillent.

« Journaliste c'est un sale métier que l'on peut faire proprement, m'avait enseigné un ami de *Libération*. L'investigation devrait être une forme de journalisme militant. Sans conscience il était pure perte », ajoute-t-il p. 166 pour

bien convaincre son lecteur du sérieux et de l'authenticité de sa démarche.

À cet égard l'entretien avec le Procureur de la République de Paris Jean-Claude M. est on ne peut plus parlant :

« Toute la question est la définition même du terrorisme, non ?

– C'est la difficulté de cette enquête, admit-il. Bien des éléments ne constituent pas en soi des éléments terroristes, mais ils nourrissent un contexte.

– Par exemple ?

– Par exemple un galopin pose un fer à béton sur une voie, c'est de la dégradation. Un syndicaliste bloque les voies, c'est une action syndicale. Mais si vous bloquez la voie pour déstabiliser le réseau, à des fins politiques, nous ne sommes plus dans le droit commun ni dans le syndicalisme. Nous sommes dans le terrorisme. Mais, pour cela, il faut bien prouver que vous avez une pensée révolutionnaire... » (p. 234 et suivantes).

Et pour ce faire, rien de plus aisé que de saisir quelques livres et notamment *L'insurrection qui vient* publié en 2007 par le Comité invisible, que l'on a d'ailleurs tôt fait, par un habile dérapage sémantique, de transformer en *Cellule invisible*, histoire de montrer que l'on tient là du sérieux !

De la théorie – développée par les communicants du Ministère de l'Intérieur – du « groupe d'ultra-gauche de la mouvance anarcho-autonome » mettant en danger l'ordre social à la menace terroriste, il s'agit avant tout de rassurer les citoyens en les persuadant que « le terrorisme ce n'est pas juste poser des bombes, c'est aussi tout le reste » (p.110), à savoir des intentions... qui peuvent tuer !

Nous ne sommes plus dans le terrorisme, mais bel et bien dans le préterrorisme, ce territoire incertain où l'absence manifeste de preuves sert de leitmotiv récurrent pour précisément en fabriquer. Exactement comme dans le roman de Philip K. Dick, *Minority Report et autres récits* – dont un extrait est cité en exergue de l'ouvrage – où une brigade de police, la Précrime, devine et déjoue, à l'avance, des meurtres qui ne seront... jamais commis.

« Nos clients sont arrêtés la plupart du temps avant d'être passés à l'acte et parfois tellement en amont que l'on ne peut pas être certain qu'ils auraient finalement fait quoi que ce soit s'ils avaient pu », explique Marc Trévidic, juge au pôle anti-terroriste (p.342).

À l'évidence, faute de preuves tangibles – jamais la police n'avait vu Coupât et Lévy ni acheter les tubes, ni les monter, ni s'en servir, ni les démonter, ni les ranger, ni s'en débarrasser – l'enquête piétine, rendant même la position du journaliste inconfortable.

Sa rencontre avec Julien C. aussi rapide que le chapitre 38 qui lui est

consacré est court, témoigne à sa manière de toute l'ombre, de tout le côté délibérément invisible de cette affaire. Il trouve Julien C. « exténuant », semblant tout simplement avoir placé la dialectique au cœur même de son souffle.

« On se quitta là-dessus, notre impossibilité à nous causer réellement, et sur une franche poignée de main... On ne s'est jamais revus... Le silence de Coupât était à respecter, en cela qu'il était tout comme lui : éloquent et fier » (p. 363 et 364).

« Avec Tarnac, le dilemme permanent de l'antiterrorisme avait éclaté au grand jour : à force d'invoquer le préterrorisme, de pénaliser des intentions, de prévenir plutôt que de rassembler des preuves, le Politique, pour ses intérêts, avait accéléré un événement qui n'existait pas encore. Il avait pris ses cauchemars de préterrorisme pour des réalités de terrorisme, ses rêves pour du spectacle. Tarnac avait été la face visible de toute l'invisibilité anti-terroriste à l'œuvre » (p. 396).

Tout commentaire serait superflu.

Bernard Hennequin

Lewis Mumford,
***La cité à travers l'histoire* [1961],**
Marseille, Agone, 2011, 922 p.
Préface de Jean-Pierre Garnier.

Est-il possible qu'une cité traverse les siècles sans subir décadence et effondrement ? Aujourd'hui, la question est non seulement pertinente, mais urgente. C'est pour penser cet avenir de l'existence

urbaine que Lewis Mumford a entrepris un vaste retour historique de 5000 ans. Aller voir loin dans le passé pour entrevoir l'avenir avec le plus de clairvoyance possible.

Connu pour sa monumentale synthèse, *Le mythe de la machine* (2 tomes, 1967, 1970), Mumford développe aussi dans *La cité à travers l'histoire* une vision très critique du monde moderne et en

particulier des techniques. Il voit la ville comme « un instrument pour enrégimenter les hommes, pour maîtriser la nature, et pour diriger la communauté au service des dieux » (qui aujourd'hui sont le libre-échange et la croissance). Dans ce livre, il limite son propos à l'histoire des villes occidentales, mais démarre tout de même à l'émergence des villages, puis décrit les cités antiques, la cité grecque, Rome, l'influence du moyen âge ou du style baroque et enfin l'émergence des mégapoles, qu'il qualifie de « nécropoles ».

Son humanisme se mélange ici avec un certain pessimisme, voire désespoir ou frustration de constater l'absurdité de la vie dans nos cités modernes. Mais avec une foi inébranlable, il exhorte l'humanité à concevoir de belles cités, celles qui favoriseraient de la communauté, de la vie (autrement que simplement « économique ») et finalement un véritable progrès humain.

L'originalité de Mumford est de proposer une vision organique de la technique et de la ville : en pensant des « biotechniques » dont le fonctionnement imiterait les principes du vivant (auto-organisation, décentralisation, etc.), en voyant la ville comme un organisme (faisant référence à l'entomologiste William Morton Wheeler qui développa en 1910 le concept de superorganisme chez les fourmis), et surtout en faisant l'éloge de la limite (voir les chapitres sur Venise et Amsterdam).

Sur ce dernier point, il montre qu'une ville sans limite tend naturellement vers la dislocation et l'autodestruction, et

ronge les territoires comme une métastase.

Mumford, qui préférerait simplement se dire « écrivain », avait cette capacité et ce goût pour la pensée horizontale et décroisée. Se disperser, aller à contresens, virevolter, lancer des hameçons, fouiller sur les bas-côtés, prendre les diagonales et utiliser des images. Cela lui a valu, bien évidemment, un respectueux mépris des spécialistes patentés, mais cela lui a permis de modeler une oeuvre géniale car intuitive, un livre monumental et malgré tout très lu dès sa parution en 1961, et récompensé par le National Book Award.

Cette nouvelle édition en français est remarquable sur plusieurs points. Elle inclut d'abord les modifications que l'auteur a apportées en 1989, soit un an avant sa mort, tout en améliorant la première traduction en français de 1964. Elle bénéficie ensuite d'un impressionnant et minutieux travail éditorial (l'index, la bibliographie, la traduction, la mise en page, la préface...) qui met en avant la beauté de cette oeuvre.

Je dis « beauté » car, loin de la prose sèche et froide des disciplines scientifiques, l'indiscipline du formidable conteur qu'est Mumford permet à un être humain normalement constitué de finalement prendre plaisir à lire un tel bloc. Un texte érudit et exigeant, mais chaleureux et agréable, comme savent les confectionner d'autres Umberto Eco, Jean-Claude Carrière, Jared Diamond ou Elisée Reclus.

Pablo Servigne

Isabelle Fremeaux & John Jordan,
Les sentiers de l'utopie,
Paris, Zones, 2011, 319 p + un film.

Ce beau *livre-film* est déjà paru en poche. Sa large couverture médiatique (toutes proportions gardées, on reste tout de même dans l'« alternatif ») et la tournée des deux auteurs à travers l'Europe (suivez le blog !) en ont fait un succès de librairie. Mais il faut avouer que c'est un objet unique. Le film n'est pas un documentaire (plutôt une fiction onirique) et le livre n'est pas un essai carré (plutôt un récit de voyage sensible, sinueux et précis). Le mélange forme un parcours initiatique, truffé de réflexions sur des lieux du futur et des expériences du passé.

On picore ou on lit d'une traite. On s'attarde ou on passe vite, c'est selon. Du *Camp action Climat* en Grande-Bretagne où la tension et l'indignation sont palpables, à une expérience d'occupation d'usines en Serbie où l'empathie nous envahit, en passant par une parenthèse de permaculture assez froide mais tendre, on est toujours surpris par nos émotions. Tantôt la gêne, tantôt l'espoir, ou le malaise, l'angoisse, la joie, la sympathie ou le mépris. Une lecture rationnelle est toujours possible, mais elle vient dans un second temps. La mosaïque des villages est aussi frappante : entre une communauté catalane chaleureuse, une petite ville andalouse socialiste-moustachue, un village cévenol DIY-trash, la visite à la « grand-mère des communautés soixante-huitardes » (Longo-Maï), et enfin l'expérience foncière et touristique de Christiania, il y a à boire et à manger...

Clairement, le livre est destiné à un large public, pas toujours averti. Alors en quoi le lecteur anarchiste (averti, cela va de soi) y trouve-t-il son compte ? Celui qui les connaît toutes n'apprendra pas grand chose. Mais pour les autres, ceux qui ont tendance à rester trop longtemps calés dans un fauteuil à lire un bon bouquin en caressant un chat, il y a d'abord les images. Le récit à la première personne et les images du film donnent chair à des idées qui nous excitent sur le papier. Puis, le livre-film évite l'écueil de la naïveté. On pourrait croire que les auteurs ont parcouru l'Europe assez rapidement et qu'ils ne font qu'effleurer l'essence des expériences visitées. Il n'en est rien. Ils ont compris les enjeux et su saisir l'ambiance. Le récit est plutôt intelligent, subtil, et assez bien documenté (par exemple la partie sur la permaculture est d'une rare finesse). Enfin, la diversité des expériences. On le savait, mais revoir tout cela en deux heures, ça laisse pantois.

Les graines de l'avenir sont en place, comme un kaléidoscope du futur. Ce n'est pas très ragoûtant, mais ça a le mérite d'exister. Face aux chocs systémiques qui arrivent et qui bouleverseront radicalement nos civilisations, les solutions ne viendront pas des ingénieurs, mais de la diversité des chemins tracés. Des chemins de traverse, bien entendu. Et c'est bien le *dissensus*, c'est-à-dire la diversité (même si souvent contradictoire), qui est fertile et résiliente. Le nouveau monde est en train de naître sous nos yeux, de toutes ces expériences à la marge. C'est angoissant et stimulant.

Pablo Servigne

Hellena Cavendi,
Un air de liberté,
Saintry sur Seine,
Chant d'orties, 2012, 182 p.

Paru dans la collection Graine d'orties, ce livre est une fiction destinée à la jeunesse. Il en a la fraîcheur, l'enthousiasme mais aussi – et c'est sans doute ce qui en fait son charme – la naïveté, une naïveté sur le sens de laquelle on ne doit cependant pas se tromper. En l'occurrence, nous voulons parler de candeur, d'innocence, en tout cas d'une sincérité profonde propre à celle ou celui qui manifeste naturellement ses idées et sentiments.

Pour autant je ne cacherai pas que le lecteur adulte que je suis a eu une certaine difficulté ou plus exactement une certaine réticence à se lâcher pour rentrer de plain-pied dans cette histoire.

Nous voici plongés en plein XXIV^e siècle, dans une société idéale, anarchiste, belle et douce à souhait, dont l'avènement a été rendu possible grâce à la chanson « Liberty » de John Lesmoines, sous les traits duquel nos lecteurs reconnaîtront aisément John Lennon soi-même ! Toutefois, et comme cela était prévisible, des nostalgiques de l'ordre ancien

veulent à tout prix revenir au système capitaliste, en employant les ruses les plus machiavéliques.

Mais fort heureusement un quatuor d'adolescents débrouillards (Phil, Lluvia, Amélie et Pierrot) déjouera – à l'image des enfants du célèbre Club des Cinq qui fit dans les années 1950-1960 le délice de nos lectures juvéniles (roses ou vertes) – avec la complicité de quelques adultes bien intentionnés et d'une astucieuse machine à remonter le temps, cette abominable conspiration. Ouf !

Du fait de la jeunesse de son auteure (quatorze ans), l'écriture de ce roman est gaie et virevoltante, passant sans encombre d'une temporalité à une autre. Même si la description des personnages frise parfois la caricature – surtout les méchants, bien entendu – nous ne pouvons que recommander la lecture très aisée de cet ouvrage, dont les péripéties ne manqueront pas de séduire les ados.

On pourra également apprécier les illustrations de Julie Grugeaux, bien en adéquation avec le récit, même si l'on peut regretter que l'impression en noir et blanc leur fasse perdre beaucoup de leur force.

Bernard Hennequin

Federico Ferretti,
Élisée Reclus,
Lettres de prison et d'exil (1866-1903),
À la Frontière, 2012, 159 p.

Malgré le titre, il ne s'agit pas d'une littérature de témoignage sur la vie en

prison, mais d'une transcription intégrale de la correspondance d'Élisée Reclus avec son éditeur, Pierre-Jules Hetzel. Une partie de cette correspondance était consultable à la Bibliothèque nationale, mais n'avait pas été publiée ; mais d'autres lettres, conservées, par l'Institut

Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC), viennent maintenant d'être ouvertes au public. Ferretti, à qui revient le mérite d'avoir mis à jour et publié ces documents, a introduit l'ouvrage avec un commentaire instructif, pédagogique et précis.

Le courrier commence en prison, car Reclus a été arrêté le 4 avril 1871, pour sa participation à la Commune de Paris, et envoyé aux pontons de Brest. Mais l'homme est bien trop discret pour se lamenter. Sa seule plainte est de ne pouvoir entreprendre convenablement son travail scientifique. De rares phrases lui échappent : « il est des prisons où les études et le recueillement sont absolument impossibles. » Ou encore : « mon premier devoir est de marcher, de battre incessamment la semelle, afin d'entretenir la chaleur animale. » Et il tombera malade... Bref, le lecteur contemporain ne peut être que surpris par le tact raffiné de Reclus, qui apparaît aussi quand il aborde les questions de travail, d'illustrations et d'argent.

Après la commutation de sa peine en exil, en mars 1872, Reclus part pour la Suisse d'où il continue sa correspondance. Lectrices et lecteurs découvrent ainsi l'énorme travail de réécriture entrepris par Reclus. Et son regard novateur sur les illustrations. S'il écrit que tel paysage bien précis fait partie « de son intime », il ne s'agit pas de romantisme.

Contrairement à la géographie bourgeoise, qui apprend à individu à exploiter la terre, Reclus veut faire du paysage un élément d'émancipation du peuple.

Ferretti, qui a mis ces idées en évidence dans d'autres écrits, souligne ici l'importance de deux livres, *L'histoire d'un ruisseau* et *L'histoire d'une montagne*, qui annoncent la manière dont Reclus va traiter des rapports entre la Terre et les communautés humaines dans sa future *Nouvelle Géographie Universelle*. Ainsi s'éclaire, par exemple, la symbolique reclusienne des reliefs, au service d'une vision unifiée des « indigènes » de la planète Terre.

Pour le dire très vite, la montagne apparaît comme une ouverture vers une plus grande liberté : réappropriation du corps, dont elle réclame des efforts; libération sociale, dans la mesure où elle permet d'échapper aux fumées de l'usine, mais aussi à la culture dominante et aux griffes de l'État. Cette interprétation, bien remise en évidence par les travaux du politologue James C. Scott (qu'il s'agisse de son dernier livre, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Seuil, 2013, ou du bel article « La montagne et la liberté : ou Pourquoi les civilisations ne savent pas grimper », paru dans *Critique* en 2001), explique l'importance que les rebelles d'aujourd'hui continuent d'accorder aux régions montagneuses, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou du massif des Ifoghas dans le Mali, comme jadis dans les Vercors.

À travers cette symbolique, et aussi les conceptions reclusiennes sur le métissage des populations, notre géographe dessine déjà une vision unifiée des « indigènes » de la planète Terre.

Ronald Creagh

Abdullah Öcalan,
Guerre et paix au Kurdistan
et *Confédéralisme démocratique,*
traduction Initiative Internationale,
Transmedia Publishing Ltd,
Londres, Duisbourg.

On peut rencontrer, parmi les sans-papiers venus chercher refuge en France et en attente d'hypothétiques papiers, des Kurdes qui font le récit de villages incendiés, de manifestations pacifiques durement réprimées avec, à la clé, des tortures dans les locaux de la police. Ce n'est pas nouveau, les gouvernements turcs qu'ils soient dominés par les militaires ou les religieux, n'ont jamais supporté qu'on résiste à leurs centralismes. Outre les Kurdes, les Arméniens et les Alevites ont fait l'amère expérience.

On sait aussi que des négociations sont en train de s'engager entre le pouvoir turc et le leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan. C'est une raison de s'intéresser à celui-ci et à deux brochures signées de lui : *Guerre et paix au Kurdistan* et *Confédéralisme démocratique*¹.

Dans la première il met l'accent sur le caractère politique particulier du peuple kurde, lié à son histoire, à son implantation géographique, à son habitat rural et à sa structure économique basée essentiellement sur l'agriculture. Dans le passé, et encore aujourd'hui, ces éléments ont conduit à une structure politique féodale et, en conséquence, aux soumissions diverses aux conquérants successifs, les Kurdes n'étant considérés que comme des gages aux yeux des intérêts étrangers. Actuellement, on le sait, le peuple kurde

se répartit dans des territoires appartenant à quatre états : la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. Les Kurdes n'appartiennent à aucun des peuples dominants ces États ; ils possèdent leur langue, leurs traditions, leur organisation sociale spécifique basée sur l'organisation communautaire des villages. Leur Islam, tel que le décrit Öcalan, a aussi des caractères spécifiques qui le distinguent du sunnisme radical des pays du Golfe et du chiisme de l'Iran. Beaucoup plus tolérant, empreint de zoroastrisme, il réserve par exemple aux femmes, une place égale à celle des hommes.

Au-delà du problème spécifique du Kurdistan, mais en découlant, certains passages de cette brochure ne peuvent qu'attirer notre intérêt : « Il n'est pas réaliste de penser à une abolition immédiate de l'État [...] Les états institutionnels doivent être soumis à des changements démocratiques. À la fin de ce processus devrait se mettre en place un État faible en tant qu'institution politique. Les élections ne sont pas les seuls procédés dans ce contexte [...] Les peuples doivent directement prendre part au processus de recherche et de prise de décision de la société. Ce projet se construit sur la base de l'autogouvernement des communautés locales et s'organise sous la forme de conseils ouverts, de conseils municipaux, de parlements locaux et de congrès plus larges.»² Dans la seconde brochure, *Confédéralisme démocratique*, Öcalan

1. On peut aussi consulter le site www.abdullah-ocalan.com sur lequel un texte d'Öcalan est traduit en anglais.

2. *Guerre et paix au Kurdistan*, pp. 32-33.

développe ce qu'il entend par cette notion, qu'il élargit au-delà du contexte kurde.

Il affirme que l'histoire du peuple kurde ne le destine pas à recourir à la structure de l'État nation, et critique au passage la participation des Kurdes à l'État irakien. Mais il élargit cette constatation à la majorité des peuples du Moyen-Orient (y compris les Juifs). L'État est lié aux tendances totalitaires des différents groupes religieux qui s'appuient sur lui et l'appuient en retour, de même que le capitalisme international. Loin de réguler les conflits, il ne fait que les porter au paroxysme et les légitimer. Il s'oppose à la réalité puisque, dans les faits, les différents groupes sont mouvants et ne peuvent être confinés à l'intérieur de frontières. Ainsi l'État nation se révèle-t-il la « prison de la société naturelle ».

À l'opposé, le confédéralisme démocratique est défini comme un système flexible, multiculturel, antimonopoliste et fondé sur le consensus. L'écologie et le féminisme comptent parmi les piliers de celui-ci. Dans le cadre de ce type d'auto-administration, il sera nécessaire de mettre en place une économie alternative permettant d'augmenter les ressources de la société au lieu d'exploiter celle-ci.³

Dans ce cadre, les décisions se prendraient depuis le niveau local jusqu'au niveau global. Et le « Confédéralisme

démocratique » évoque naturellement le communalisme libertaire de Murray Bookchin. Et ce n'est pas un hasard.

En effet, Bookchin s'est intéressé à l'œuvre et à l'action d'Öcalan lors de l'incarcération de celui-ci en 1999. Il lui a semblé d'abord que leurs deux itinéraires avaient des similitudes ; d'origine modeste et, ayant d'abord milité dans des organisations stalinienne, ils en connaissaient mieux que quiconque les travers. Tous deux retrouvaient également à l'origine des civilisations des tendances à la liberté et à l'autogestion. Par l'intermédiaire de l'avocat d'Öcalan, Bookchin entra en correspondance avec celui-ci et lui fit parvenir ses ouvrages majeurs.⁴ Mais, plus que les influences de l'un sur l'autre, ce qui me semble intéressant de souligner, c'est qu'ils arrivent l'un et l'autre, bien qu'issus de cultures différentes et avec des exemples issus de celles-ci, à des hypothèses et des propositions analogues.

De même la critique de la rigidité mortifère des frontières et de leur caractère artificiel s'opposant au flux naturel et aux échanges des peuples évoque le sur-régionalisme proposé par Max Cafard.⁵

Démocratie directe, communalisme, décisions qui remontent de la base vers le sommet, respect de la nature... Autant de principes qui ne peuvent que soulever l'intérêt des anarchistes... Il reste cependant des points obscurs, ne serait-ce que la survivance du parti, sans doute pour une période transitoire, mais on a déjà connu cela... De même l'État n'est pas appelé à disparaître, du moins avant longtemps, et la coexistence des deux

3. *Confédéralisme démocratique*, p. 21.

4. Sur les liens entre Bookchin et Öcalan, on peut se rapporter, en anglais, à l'intervention de Janet Biehl dans une conférence prononcée à Hambourg en février 2012 : <http://new-compass.net/articles/bookchin-%C3%B6calan-and-dialectics-democracy>

5. cf. en anglais : raforum.info/maxcafard/spip.php?rubrique6

systèmes me paraît également plutôt problématique : en ce qui concerne les États nations, républiques ou démocraties, le confédéralisme démocratique est ouvert au compromis par rapport aux traditions étatiques ou gouvernementales. Il privilégie la coexistence égalitaire.⁶ Difficile d'imaginer qu'une telle coexistence ne soit pas conflictuelle, la preuve en étant, déjà, le maintien en détention d'Öcalan. Il n'est pas certain non plus que ces thèses soient partagées par tous les opposants kurdes, même au sein du parti d'Öcalan, le PKK.

Mais, au-delà, cette prise de position soulève un aspect fondamental. De fait, au Moyen-Orient comme en Afrique, l'héritage des colonisations se traduit,

entre autres, par le tracé de frontières artificielles qui ne tiennent pas compte des différents peuples qui les habitent et dont le territoire est le plus souvent flexible. C'est ce qu'on peut constater au Mali, par exemple.

En Europe de l'Est, la fin des régimes totalitaires crée des situations inextricables pour tous ceux qui ne peuvent se rattacher à tel ou tel État et dont un bon nombre se retrouvent ici, sans papiers, c'est-à-dire sans État. Celui-ci démontre ainsi son incapacité à résoudre les situations concrètes. Loin de maintenir la paix sociale, l'État ne fait le plus souvent que les entretenir, les créer ou les légitimer. Ce qui donne une nouvelle actualité à la pensée anarchiste.

6. *Ibid.*, p.22.

Alain Thévenet

Nos rédacteurs publient

Le premier ouvrage des éditions Noir et Rouge est un album présenté par Ronald Creagh, *Elisée Reclus et les États-Unis*, suivi de son *Fragment d'un voyage à la Nouvelle Orléans (1855)* reproduit en facsimilé.

Edouard Jourdain a publié *L'Anarchisme* dans la collection Repères de La Découverte.

Marianne Enckell et Alain Perrinjaquet ont traduit l'ouvrage de Gianpiero Bottinelli, *Louis Bertoni : Une figure de l'anarchisme ouvrier à Genève* (Entremonde, 2012).

Au Coquelicot (Toulouse), l'ouvrage de Nils Lätt, *Milicien et ouvrier dans une collectivité en Espagne*, a été traduit du suédois par Anita Ljungqvist et présenté par Renato Simoni et Marianne Enckell.

Table des illustrations

Anonyme, *Moyen Âge*, p. 9, 12, 16, 20, 24, 29, 30, 37, 38, 42, 48, 52, 57, 62, 67, 70, 73, 76, 81, 85, 88, 99, 102, 104, 108, 113
Anonymes, *La Conspiration des poudres*, p. 182, 186

Gustave Doré, *Pantagruel*, p. 2
Manuel Manilla, p. 146
Leopoldo Méndez, p. 116, 123
Neuzz, p. 175, 176, 177, 181
Obey, p. 172
José Guadalupe Posada, p. 126, 131, 134, 139, 143, 151, 154, 161, 166, 170

Bulletin d'abonnement

Nom : Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville : Pays :
Courriel :

Je souhaite m'abonner à *Réfractons* :

- Pour 2 numéros/1 an : 26 euros/32 fr.s. (port compris)
 Pour 4 numéros/2 ans : 50 euros/60 fr.s. (port compris)
 Soutien : euros

À partir du n°

Je joins à ce bulletin un chèque libellé à l'ordre
des *Amis de Réfractons*, c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris
Pour la Suisse : *Noir*, 24, av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne
ou par courriel : refractions@plusloin.org

Date :

Signature :

Derniers numéros parus

n° 15 : *Privés, publics, communs, quels services ?*, 2005 / n° 16 : *Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie !*, 2006 / n° 17 : *Pouvoirs et conflictualités*, 2006 / n° 18 : *Écologie, graines d'anarchie*, 2007 / n° 19 : *Politiques de la peur*, 2007 / n° 20 : *De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, 2008 / n° 21 : *Territoires nomades, identités multiples*, 2008 / n° 22 : *Le réveil des illégalismes*, 2009 / n° 23 : *L'entraide, facteur de révolution*, 2009 / n° 24 : *Des féminismes, en veux-tu, en voilà*, 2010 / n° 25 : *À la recherche d'un sujet révolutionnaire*, 2010 / n° 26 : *La place du peuple*, 2011 / n° 27 : *Libres. De quelles libertés ?*, 2011 / n° 28 : *Indignations... Occupations... Insurrections*, 2012 / n° 29 : *Voies sexuelles, voix désirantes*, 2012

Dépôt légal à parution
Achévé d'imprimé en avril 2013
sur les presses de l'imprimerie la Source d'or
à Clermont-Ferrand – France